



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris le 23 novembre 2022

L'échec de l'actuel Plan National d'Actions Loup

Lors de la réunion du groupe national loup qui s'est tenue ce jour à Lyon, FNSEA/JA/FNO/FNB/FNC/CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE ont mis en avant l'échec du « Plan National d'Actions 2018/2023 sur le loup et les activités d'élevage » qui n'a pas su préserver l'équilibre entre la population de prédateurs et les activités pastorales. Les loups se portent bien, l'expansion de leur population et de leur zone de colonisation est hors de contrôle. En revanche les éleveurs des départements colonisés sont exténués et les systèmes d'élevage à l'herbe en plein air sont à terme condamnés. Les territoires sont progressivement laissés en friche et les dépenses publiques explosent passant de 28 millions d'euros en 2018 à 35 millions d'euros en 2021.

A l'heure où se réfléchit le nouveau plan d'actions, FNSEA/JA/FNO/FNB/FNC/CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE demandent que s'enclenche un véritable plan de sauvegarde du pastoralisme et de l'élevage afin d'aboutir à zéro attaque des prédateurs sur les troupeaux. Le futur plan d'action doit ainsi devenir un plan de protection des éleveurs et de leurs troupeaux et de régulation des loups afin de maintenir la biodiversité, la sécurité face aux incendies et aux avalanches et une économie agricole et touristique vivantes dans les territoires ruraux.

FNSEA/JA/FNO/FNB/FNC/CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE ont également demandé la révision des conditions et limites de l'obtention de tirs de défense des troupeaux face à l'augmentation de la prédation lupine.

FNSEA/ JA/FNO/FNB/FNC/CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE ont enfin rappelé la nécessité de garantir au niveau national le principe de non-protégeabilité des troupeaux et des territoires face aux limites des moyens de protection. Dans les 52 départements prédatés, des brigades de louvetiers appuyés par les chasseurs doivent être constituées pour venir en aide aux éleveurs et les détenteurs de tirs de défenses doivent être équipés de lunettes thermiques.

Les pouvoirs publics actuels doivent enfin prendre conscience de la situation dans laquelle a conduit le plan loup aujourd'hui en vigueur. Ils doivent adopter des mesures courageuses dans le futur plan d'actions pour redonner espoir aux éleveurs et envie à leurs successeurs de s'engager dans des systèmes d'élevage plébiscités par la société française.

Contacts presse :

FNSEA : Sabri Derradji - sabri.derradji@reseaufnsea.fr - 06 21 16 80 84

Jeunes Agriculteurs : Gaëtan Labardin – glabardin@jeune-agriculteurs.fr – 07 86 22 90 67

Chambre d'Agriculture France : Iris Roze - iris.roze@apca.chambagri.fr - 06 09 86 02 26

FNO: Théo GNING - theo.gning@fno.asso.fr - 06 28 01 43 32

FNB: Thierry Rapin - thierry.rapin@fnb.asso.fr